

**PRODUCTION ET COMMERCE DES V.Q.P.R.D. :
SYSTEME DES SANCTIONS ITALIEN***

Pier Giorgio PIRRA, avocat à la Cour, Torino.

Par une décision rapide, le plus important organe juridictionnel italien a déclaré non fondée la question soulevée l'année dernière par le Juge de première instance de Bologne au sujet de l'hypothèse de légitimité constitutionnelle des sanctions prévues par la nouvelle Loi 164/92 en cas de violations dans l'emploi des dénominations des vins.

ORDONNANCE N.456 du 16-30 Décembre 1997

Jugement incident de légitimité constitutionnelle.

La cour Constitutionnelle a pris l'ordonnance suivante concernant le jugement de légitimité constitutionnelle des articles 10 et 28, comma z, de la loi du 10 février 1992, n.164 (Nouvelle discipline des dénominations d'origine), promu par l'ordonnance du 9 octobre 1996 par le Juge de première instance de Bologne, enregistrée au n.1323 du registre des ordonnances 1996 et publiée dans la Gazette officielle de la république n.51, première série spéciale.

La cour déclare le manque de fondement évident de la question de la légitimité constitutionnelle des art. 10 et 28 de la loi du 10 février 1992, n.164 (Nouvelle discipline des dénominations d'origine), soulevée en référence aux art. 3,25 et 27, deuxième comma, de la Constitution, par le Juge de première instance de Bologne, à travers l'ordonnance indiquée dans l'intitulé.

Décidé à Rome, dans le siège de la Cour constitutionnelle, Palazzo della Consulta, le 16.12.1997. Le Président: Granata, le rédacteur: Mezzanotte, le chancelier : Fruscella. Déposée à la chancellerie le 30.12.1997.

Cette disposition de la Cour a déçu ceux (Juristes, Avocats, Opérateurs viticoles vinicoles) qui attendaient le prononcé, comme un remède aux peines sévères établies par la nouvelle loi concernant les vins de qualité produits dans une région déterminée (v.q.p.r.d).

Pour mieux comprendre le problème, il faut rappeler brièvement qu'en Italie les premières normes organisées concernant la sauvegarde des v.q.p.r.d. ont été promulguées avec le Décret de la Présidence de la République 930/63.

Ce décret s'inspirait aux nouveaux règlements du marché commun viticoles vinicoles et s'occupait de façon articulée (Capo V) des règles contre les fraudes et la concurrence déloyale en dictant aussi les sanctions pour les violations de celles-ci.

* En mémoire de M. Werner Becker, Generalsekretär i.R. des Deutschen Weinbauverbandes e.v., sympathique et intelligent membre du Conseil d'administration de l'AIDV.

**PRODUCTION AND TRADE OF QWPSRs :
THE ITALIAN PENALTY SYSTEM**

Pier Giorgio Pirra, barrister at the Torino Court.

In a trial in chambers, the most important Italian legal body has dismissed the question raised last year by the Judge of first instance in Bologna, relating to the constitutionality of the penalties under the new act no. 164/92 for violating the regulations relating to the use of wine designations.

RULING NO. 456 of December 16th - 30th 1997

Interlocutory judgement relating to constitutionality.

The constitutional court has given the following ruling relating to the issue of the constitutionality of articles 10 and 28, paragraph z of act no. 164 of February 10th 1992 (new system relating to designations of origin), raised by the ruling of October 9th 1996 of the Judge of first instance in Bologna, recorded under no. 1323 in the 1996 register of rulings and published in issue no. 51 of the official gazette of the Republic, special series.

The court declares that the question relating to the constitutionality of articles 10 and 28 of act no. 164 of February 10th 1992 (new system relating to designations of origin) raised by reference to articles 3.25 and 27, paragraph 2 of the Constitution by the Judge of first instance in Bologna in the aforementioned ruling is not founded.

Ruling given in Rome, in the seat of the Constitutional Court, Palazzo della Consulta, on December 16th 1997. Presiding Judge: Granata; drafter: Mezzanotte, Chancellor: Fruscella. Filed at the Chancery on December 30th 1997.

This ruling came as a disappointment to those (lawyers, barristers and operators in the wine industry) who were expecting a decision which would remedy the strict punishments under the new law relating to quality wines produced in specified regions (QWPSRs).

In order to gain a better understanding of the issue, it must be noted that in Italy, the earliest regulations relating to QWPSRs were promulgated with the Decree of the President of the Republic, no. 930/63.

The decree drew on the new regulations of the common wine market and articulated (heading V) the handling of fraud and unfair competition, at the same time determining the sanctions against such practices.

* In memory of Dr Werner Becker, General Secretary of the Deutsche Weinbauverband, who was a kindly and intelligent member of the Board of the International Wine Law Association

L'art. 28, et la disposition examinée, établissait que les punitions concernant les vins de qualité devaient se différencier de la façon suivante :

- a) réclusion et amende pour production de vin sans les caractéristiques et les conditions requises par le règlement pour le vin commercialisé;
- b) Amende, inférieure à 1/4 de celle du point a) au cas où les infractions concernent de légères différences de degrés ou au niveau des dispositions sur l'étiquette.

En février 1992, par la loi n.164, le D.P.R. 930/63 cité ci-dessus a été remplacé et recodifié mais le législateur, à l'art. 20 de la nouvelle disposition n'a pas prévu comme précédemment (s'agit-il d'un oubli?) l'hypothèse de légères violations.

Les peines graves qui punissent actuellement les fraudes et/ou le produit frelaté s'appliquent donc de la même façon aux violations moins importantes comme par exemple une légère différence de degré alcoolique, une erreur d'étiquette, etc.

Il faut en outre ajouter que, dans le système des normes pénales italiennes, est prévu, comme hypothèse normative dans l'intérêt de consommateurs, l'art. 516 du Code Pénal qui interdit explicitement la vente de substances alimentaires non naturelles, comme étant naturelles.

Cet article punit ces violations soit avec la réclusion soit avec une amende, alors que l'art. 28 cité plus haut, établit une peine conjointe plus lourde de réclusion et d'amende.

Après avoir examiné rapidement ainsi le cadre normatif à la base de l'exception d'inconstitutionnalité qui a été soulevée par le Juge de première instance de Bologne - était appelé à juger un cas de vins Merlot, Sauvignon et Cabernet Sauvignon des Colli Bolognesi D.O.C., concernés par un pétillage non prévu par le règlement disciplinaire de production - on peut maintenant plus facilement comprendre la censure de l'ordonnance en question.

La Cour a établi, dans la partie réservée à la motivation, que:

- la configuration des tenants et des aboutissants criminels et l'évaluation des conséquences pénales, appartiennent au domaine de la politique législative et sont donc entièrement à discrétion du Législateur,
- il faut exclure le manque de bon sens évident de la sanction puisque la peine est établie entre un minimum et un maximum applicables à discrétion du Juge ;
- L'absence de prévision d'une hypothèse de gravité mineure des actes illicites et des peines correspondantes est le résultat d'un choix du Législateur qui est justifié par la diffusion croissante du produit portant une dénomination et par l'exigence de sauvegarder le consommateur.

En conclusion de notre exposé, nous espérons que le Législateur italien - qui avait établi des sanctions si sévères également à la suite des événements tragiques du méthanol - veuille, dans l'esprit du contexte européen, formuler un système de punitions différent, plus articulé et en définitive plus juste.

Under article 28 and the examined provision, punishments relating to quality wines were to be differentiated as follows :

- a) Imprisonment and a fine for producing wines without the characteristics and conditions required under the regulations applicable to marketed wines.
- b) A fine equal to less than a quarter of that under point a) if the violations relate to minor discrepancies in the alcohol content or the label.

In February 1992, act no. 164 superseded the said decree no. 930/63. However, article 20 of the new law does not consider the hypothesis of minor violations, unlike the earlier legislation (could this have been an involuntary omission?).

The serious punishments for fraud and/or adulterated products therefore apply identically to smaller violations such as discrepancies in the reported alcohol content, labelling errors etc.

In addition, it must be noted that the Italian criminal law system includes regulations intended to protect the interests of consumers. Article 516 of the Penal code explicitly forbids the sale of non natural foodstuffs as natural ones.

Under that article, any failure to comply carries a punishment of imprisonment or a fine, whereas article 28 of the presidential decree referred to above provides for a heavier penalty, including both imprisonment and a fine.

After a quick examination of the regulatory framework in which the anti-constitutionality issue was raised by the Judge in Bologna (who was asked to give a ruling relating to the uncharacteristically sparkling Merlot, Sauvignon and Cabernet Sauvignon wines of Colli Bolognesi D.O.C.), it becomes easier to see what led to the question.

In its grounds, the Court declared that:

- the configuration of the full criminal details and the assessment of the penalties come under the competence of legislative policy-making and are therefore entirely left to the discretion of the law-givers.
- the sanction may not be said to be unfounded, because the penalty is located between a minimum and a maximum and is applicable at the Judge's discretion.
- the absence of the hypothesis of minor illegalities and appropriate penalties is due to a choice made by the law-givers, based on the increasing importance of products bearing designations and the need to protect the consumers.

To conclude this report, the author hopes that the Italian legislature, which had also set up the strict penalties following the tragic consequences of the marketing of wine adulterated with methyl alcohol, will draw on the spirit of the European context to formulate a new system which is better articulated and, more importantly, fairer for all.